

Projet 18

Plan d'aménagement de la bande côtière de Kribi-Campo Cameroun

4^{ème} Prix du Développement Durable Touristique
2004

contact : drfangue@yahoo.fr

**« PLAN D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE LA
BANDE COTIERE KRIBI - CAMPO AU CAMEROUN,
DANS UNE PERSPECTIVE DU TOURISME DURABLE. »**

**Proposé par
FANGUE NZEUGAH Hubert
B.P. 755 FALSH-Yaoundé I.
Cameroun**

Le présent document est un plan de gestion de la Bande Cotière du sud - Cameroun.

C'est avec beaucoup de plaisir que nous avons œuvré à sa réalisation.

L'équipe des consultants était constituée de :

- Pr. Paul Tchawa,
- Ntsobzé Albert
- Mr Wouter Schalken
- **Fangue Hubert**
- et Kana Collins

Le document final présenté sous le titre : « Plan d'aménagement de la bande côtière Kribi - Campo dans la perspective du tourisme durable. », a été validé par le comité de pilotage dudit projet et les conseils municipaux des communes assurant la maîtrise d'ouvrage. L'appui financier du projet a été apporté par la SNV (Organisation Néerlandaise de Développement), organisation non gouvernementale internationale de droit hollandais ayant une antenne au Cameroun.

Plan
Contexte de l'étude
Problématique
Méthodologie
Quelques résultats
Recommandations
Conclusion

Figures
Planches

I- CONTEXTE DE L'ETUDE

Dans son ensemble, la côte camerounaise est caractérisée par sa variété. Dans sa typologie, on distingue des côtes estuarienne à mangrove au nord, et dans l'estuaire du wouri, les côtes rocheuses au pied du mont Cameroun, les côtes à forêt littorale et les côtes bases faites d'étroites bandes sableuses propices au balnéotropisme et héliotropisme. Cette dernière composante qui nous intéresse dans le cadre de notre étude s'étend grossièrement entre les embouchures du fleuve Nyong au nord et le fleuve Ntem au sud (Cours d'eau délimitant le Cameroun de la Guinée Equatoriale). L'existence de cette bande côtière fait de cette partie du Cameroun l'une des plus grande destination touristique du pays. Même si c'est la mer qui constitue la principale attraction, sa situation géographique au voisinage de la forêt dense équatoriale (green forest) y apporte un supplément d'agrément. On y recense des sites connexes dans l'hinterland (dans un rayon de moins de 40 km) comme le parc nationale de Campo ma'an, les chutes de la lobé, des campement pygmées, des plantations agroindustrielles (SOCAPALM, HRVECAM), des fleuves jalonnés de cascades et navigables par endroit (La lobé, la lokoundjé, le Nyong) et une kyrielle de lagunes pour varier le décor déjà pittoresque de la mer. Les communes impliquées dans ce projet sont : la communes urbaine de Kribi et les communes rurales de Kribi et Campo (Carte 1). Située aux latitudes 2°N et 10°E de longitude, nous sommes en pleine zone équatoriale. Le climat ici est équatorial de type guinéen caractérisé par l'existence de quatre saisons, soient 2 saisons sèche (de décembre à mars pour la grande saison et de juillet en août pour la petite saison) et 2 saisons de pluies (de septembre à novembre pour la grande saison et de avril en juin pour la petite saison). La durée moyenne quotidienne de l'insolation varie de 8 à 10 heures toute l'année. Les moyennes températures maxima quotidiennes oscillent entre 25°C et 33°C tandis les moyennes des températures minima quotidiennes se situent entre 15°C et 22°C. Bref, le climat à la côte est propice au bronzage (héliotropisme) et la natation (balnéotropisme).

Tableau 1 : Précipitations moyennes mensuelles en mm de deux stations de la bande côtière

Station	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Kribi	92	118	201	260	343	274	112	231	502	492	201	94	2836
Campo	113	132	201	269	327	182	66	140	426	500	243	86	2696

Source : Schéma directeur d'aménagement de la côte Sud du Littoral camerounais

Tableau 2 : Caractéristiques des vagues du littoral kribien

Caractéristiques	Maximales	Moyennes	Minimales
Hauteur des vagues moyennes (m)	1,095	0,361	0,128
Hauteurs des vagues significatives (m)	1,856	0,562	0,208
Hauteurs des vagues maximales (m)	3,458	0,961	0,324
Période des vagues moyennes (secondes)	7,422	4,732	3,241
Période des vagues significatives (secondes)	11,25	5,68	3,24

Source : Gardline, 1995.

Long de 115 km, les réalités varient suivant les secteurs. Le développement régional de cette partie du Cameroun est polarisé sur la ville de Kribi qui dispose des secteurs de plage les plus favorables au tourisme balnéaire. Sur une bande côtière de moins de 13 km, sont concentrés les 49 établissements d'hébergement, 33 restaurants et 8 cabarets de la région et l'essentiel des équipements socio-économiques. Ceci au détriment de plus d'une centaine de km de côte et d'un arrière pays enclavé (par ses routes de réseau de faible densité et leur praticabilité saisonnière). Les autres secteurs de l'économie d'ici sont délaissés au profit du tourisme (carte 3).

Tableau 3 : Evolution de quelques paramètres touristiques (1999 – 2003)

	1999	2000	2001	2002	2003
Nbre d'établissements	43	45	50	50	49
Chambres	646	760	873	855	878
Lits	766	834	991	920	927
Arrivées	8223	9674	8533	7293	9802

Source : Service des statistiques, DPTS

En fait la diversité des ressources touristiques dans un rayon réduit y attire assez d'investisseurs. Toute fois, les préoccupations suivantes subsistent :

- a) L'investissement n'est pas soutenu ni régulé par les pouvoirs publics : pas de facilités de crédits, harcèlement fiscal, TVA élevée, absence de planification.
- b) La promotion du tourisme n'est pas suffisamment assurée, ni sur le plan national, ni sur le plan international ;
- c) La politique touristique nationale n'est pas visible et instrumentalisée.

Ce contexte camerounais de développement du Tourisme fait que cette activité ne prenne pas toujours l'envol que l'Etat aurait voulu. Ceci qui explique le fait que, malgré son statut « d'Afrique en miniature », le Cameroun ne soit pas toujours reconnu comme un pays à vocation touristique par l'Organisation Mondiale du Tourisme.

II- LA PROBLEMATIQUE DE GESTION DE LA ZONE COTIERE KRIBI-CAMPO.

La zone côtière dont il est question au Cameroun est une région au tourisme triomphant. Cependant sa situation stratégique faite d'elle une zone de toute convoitises (confère tableau 9 et cartes 2). **Sur le plan industriel**, sur la plate forme continentale de cette partie du Cameroun, se situent les terminaux pétroliers du Cameroun et du projet d'oléoduc Tchad-Cameroun. Sa partie centrale (la zone de Grand Batanga) possède un gisement de fer qui est en projet d'exploitation. **Sur le plan écologique** ; la plage de cette partie du Cameroun est le lieu de ponte des tortues marines (une attraction écotouristique de la zone) qui malgré les mesures de protection mises sur pied par l'ONG SNV (Organisation Néerlandaise de Développement) sont traquées et tuées par les populations riveraines. **Sur le plan socio-économique**, les infrastructures touristiques s'y

développent de façon exponentielle chaque année de même que la conquête de terrain en font de mer y est à la mode. D'où la genèse d'une forte pression foncière dans le périmètre urbain de Kribi (principale métropole urbaine et pôle de développement de la zone) et ses environs. Les établissements touristiques et les résidences privées sont bâtis dans l'emprise maritime, ce qui réduit considérablement l'espace plaisance des touristes de plage. Les débarcadères de pêcheurs sont épars sur la berge. Ceci génère des désagréments et conflits entre le touristes, les pêcheurs, les promoteurs touristiques et les propriétaires des résidences privées. **Sur le plan institutionnel**, la bande côtière Kribi Campo est gérée par plusieurs institutions dont les rôles et compétences ne sont pas toujours bien précis. D'où les conflits de compétence de toutes sortes : les chefs traditionnels ont le droit coutumier sur le foncier et en dispose à leur gré. Ils vendent les terres aux particuliers sans réserve et sans autre avis. La commune veut pour sa par planifier et réglementer l'aménagement de ce littoral. La mission d'étude et d'aménagement de l'océan (MEAO) a été pour le même objectif. D'autres missions avec des objectifs sectoriels d'aménagement de cette côte verront le jour, il s'agit de la mission d'étude et de développement de la pêche traditionnelle (MIDEPECAM), mission d'aménagement et d'équipement de terrain ruraux et urbain la (MAETUR). En plus de ces missions, il y a les actions isolées des différentes délégations ministérielles (ministères de l'agriculture, de l'environnement et de forêt, de pêche et de l'industrie animale, de l'urbanisme et de l'habitat, de la ville...). Aucune instance de coordination des actions n'est existante et il en résulte in mode anarchique de mise en valeur de l'espace. Ce contexte défavorable à l'émergence et mise en valeur du potentiel touristique de la zone est raison qui aura suscitée cette étude. Il s'agira de répondre aux 10 préoccupations ci-dessous :

- 1) Le problème de gestion intégrée de la bande côtière ici n'est pas posé par l'Etat mais émane des collectivités locales dont on sait que la plupart sont encore en quête de lisibilité et de compétences pour véritablement s'acquitter des responsabilités qui sont censées leur être transférées dans le cadre de la décentralisation en cours ;
- 2) L'autre aspect important de la problématique consiste à pouvoir mettre au point des stratégies concertées pour que des acteurs n'ayant pas forcément les mêmes objectifs arrivent à des concessions sans lesquelles tout processus de gestion intégrée est voué à l'échec.
- 3) Comment réorienter sans que les mesures prises ne soient impopulaires une gestion de la côte qui jusqu'ici était caractérisée par l'informel, les passe-droits et le non respect de la loi, bref le laisser-faire ? Plus précisément, comment arriver à requalifier le front de mer ?
- 4) Comment concilier dans une même dynamique concertée l'objectif de rentabilité économique et celui du relèvement substantiel du niveau de vie des minorités et des plus démunis ?
- 5) Dans le même ordre d'idée, quelles stratégies faudrait-il mettre en œuvre pour que les actions visant l'accumulation financière ne relèguent pas au second plan celles relatives à la conservation des ressources ?
- 6) Comment faire coexister dans cette même zone des activités aussi différentes que l'agriculture, la pêche, le tourisme, l'exploitation forestière et depuis peu l'exploitation pétrolière ?
- 7) Quels arrangements institutionnels faudrait-il mettre en œuvre pour éviter les conflits de compétence et d'usage en vue de la mise en place des modes alternatifs de gestion de la bande côtière ?
- 8) Comment arriver à une adhésion massive des parties prenantes au processus de microzonage résultant des modes alternatifs de gestion durable de la B.C. (Bande Côtière) ?

- 9) Quelles démarches faut-il mettre en œuvre pour identifier, planifier et appliquer des outils adaptés à la sensibilisation de toutes les acteurs aux problèmes de fragilité et de pollution des écosystèmes côtiers ;
- 10) Quelles stratégies mettre au point pour que le plan de gestion durable de la B.C. validé à l'échelle locale soit appuyé par les services centraux, soutenu par les bailleurs en vue de sa mise en application ?

III- OBJECTIFS

Il est question de proposer dans un premier temps un document qui facilite cartographiquement la lisibilité de l'occupation et utilisation actuelle de l'espace. En suite de proposer un plan d'aménagement de la zone et enfin un modèle de gestion durable. En somme, il s'agit d'élaborer en concertation avec tous les acteurs concernés, un plan de gestion d'aménagement et de gestion de la bande côtière Kribi-Campo, dans la perspective d'un tourisme durable. Pour éviter que l'activité touristique ne se sature vite et meurt, le plan devra diversifier les activités dans tous les secteurs de l'économie. Le développement durable du tourisme dans cette zone doit se passer de la mono activité touristique qui semble focaliser l'attention de l'essentiel des investisseurs en ce moment.

IV- RAPPEL DE TERMES DE REFERENCE

Le vœu émis par les communes assurant la maîtrise d'ouvrage était de faire :

- 1) Un micro zonage et une carte d'occupation de l'espace doivent être établis pour toute la B.C. ;
- 2) Des modes d'utilisation et de gestion rationnelles et durables de la zone et de ses ressources sont proposés ;
- 3) Des mesures de limitation des impacts environnementaux liés aux activités pétrolières, agricoles et immobilières sont proposées ;
- 4) Des normes de construction en front de mer compatibles avec le tourisme sont proposées ;
- 5) Des éléments d'amélioration de la législation relative à la gestion de la côte sont proposés à l'intention de l'administration ;
- 6) Des sites touristiques prioritaires sont identifiés et un plan d'action pour leur aménagement et leur valorisation proposé
- 7) Un cadre institutionnel de coordination de la gestion de la bande côtière est proposé ainsi que sa fonctionnalité.

V- METHODOLOGIE

L'étude s'est étalée du 14 juin 2004 au 26 août 2004. Elle s'est organisée de la manière suivante

Tableau 4 : Chronogramme des activités

Phase	Durée	Lieu
Démarrage et méthodologie	02 jours	Yaoundé et Kribi
Travail documentaire	04 jours	Yaoundé, Kribi, WEB
Collecte des données (étape 1) Contacts avec les acteurs Données sur le tourisme Données socio-économiques Utilisation de l'espace	12 jours	Les 03 communes (espaces continental et côtier) Kribi urbaine, Kribi rurale Campo
Collecte des données (étape 2) Dynamique du trait de côte Constructions en front de mer Transects participatifs Campagne de bathymétrie Pollution Dégradation de la végétation	14 jours	Les 03 communes (espaces côtier et maritime) Kribi urbaine, Kribi rurale Campo
Sessions avec le Comité de pilotage	02 jours	Kribi
Traitement des données	20 jours	Yaoundé
Rédaction du rapport	12 jours	Yaoundé
Atelier de restitution et validation	02 jours	Kribi ville
Total	68 jours	

Cette structuration détaillée permet de circonscrire quatre grandes étapes :

- ***La préparation***

Elle s'est située en amont de l'étude proprement dite. Elle a consisté en :

- La compréhension des TDR et le contrat d'équipe ;
- La mise au point d'une stratégie spécifiant le champ d'action de chacun des consultants et le domaine nécessitant la convergence des expériences ;
- L'identification et la collecte des sources documentaires nécessaires à l'étude
- La mise au point d'un planning opérationnel de collecte des données indiquant la nature des données à collecter, leur provenance, les outils de collecte ainsi que les moyens à mobiliser pour le traitement ;
- La mise au point des fiches guide à la collecte des données GPS ;
- La préparation des fonds de carte pour la collecte des données qualitatives ;
- ***La phase de collecte des données.***

- Elle comprend deux principales étapes. Trois principaux types de données ont été identifiés :
 - Les données socio-économiques (démographie, revenus, secteurs d'activités, structures socio professionnelles, contexte foncier, pauvreté...);
 - les données propres aux activités de tourisme (établissements, fréquentation, l'offre touristique, les acteurs, les sites et les circuits touristiques, les moyens...);
 - les données liées à l'environnement littoral en général et à la dynamique du trait de côte et aux risques de pollution en particulier (problèmes d'occupation du front de mer, l'érosion côtière, les sources de pollution, la dégradation de la végétation, problèmes liés à la biodiversité...).

Tableau 5 : Synthèse de la méthodologie d'étude de l'érosion littorale

Méthodes	Objectifs spécifiques	Acteurs
Photo interprétation et analyse d'images satellitaires multitudes	Identifier les variations du tracé de la côte	Experts
Observation directe le long de la côte	Identifier les secteurs en cours de recul	Experts
Transects participatifs à certains secteurs représentatifs	Identifier les différentes positions de la dynamique récente du littoral	Personnes âgées sédentaires + experts

VI- QUELQUES GRANDS RESULTATS

Tableau 6 : Synthèse des atouts et des limitations d'origine naturelle à une gestion durable de la B.C

	Nature	Atouts	Limites
Données structurales	Effets de la tectonique ;	Chutes pittoresques (la « Lobé » est un Modèle rare de chute dans le monde se jetant directement dans un Océan) ; Présence de caps rocheux résistants à l'érosion ; Secteurs poissonneux liés aux anfractuosités des rochers immergés ; Rochers immergés en position avancée en mer (rocher du loup). Existence de promontoire naturels donnant une vue panoramique sur la mer.	Plages étroites et irrégulières Risques associés à la présence des rochers Faible extension des baies Nombreux cours d'eau se jetant dans la mer ; Limitation de la navigation par les cascades et chutes.
	Roches du socle enrichies en fer et autres minerais	Sable roux à blancs sur les plages ; Gisements exploitables.	Dangers pour les baigneurs. Risque d'accidents de baignade.
	Fonds profonds près du rivage.	Favorable à la création d'un port en eau profonde	Risque de noyage des nageurs.
Données topographiques	Relief contrasté	Zones exondées d'atteinte des effets des inondations.	Nombreuses vallées perpendiculaires au tracé de la côte et nécessitant des investissements lourds pour les infrastructures routières.
Données bioclimatiques et	Effets liés au climat équatorial chaud et humide ; Nombre de jours de pluies ; Végétation forestière.	Biodiversité (Parcs...) Diversification de l'activité touristique ; Attraction des agro industries ; (SOCAPALM, HEVECAM). Vents faibles qui génèrent des vagues faibles ou modérés	Touffeur, taux d'humidité élevé, Nombre de jours de pluies élevé. Ensoleillement limité à une saison courte Cadre propice au développement des anophèles.
hydrologiques	Température de l'eau Débits solides dominés par la charge en suspension.	Débits solides et liquides des cours d'eau propices au développement des frayères (Nyong...) ; Contact forêt/océan propice au développement de l'écotourisme ; Faible Marnage des marées.	Risques de pollution par les agro industries Les eaux troubles près des embouchures peuvent ne pas attirer les baigneurs.

Tableau 7 : Identification des produits touristiques de la Bande côtière et l'appréciation de leur mise en valeur

Localisation du produit	Nature du Produit	Description	Désagréments du site	Appréciations / Actions
Ville de Kribi Et Campo	Visite du port marchandise	Petit port, pas d'accès	Pollution / déchets industriels	A viabiliser
	Marcher de poisson à la plage	Mercredi et samedi	Obstruction et salissure de la plage	A délocaliser et concentrer
	Plages Lagunes Les débarcadères	Usage pour la pêche, non valorisées	Erosion Pollution Occupation anarchique	Sous exploités Utilisation à planifier et réglementer
	Monuments historiques	Cathédrales , comptoirs...	Dégradation partielle par les intempéries	A restaurer
	Cimetière, sépultures coloniaux	Histoire allemande	Dégradation partielle	A restaurer
	Le port de plaisance l a Marina	En construction	RAS (Rien à signaler)	RAS (Rien à signaler)
Les chutes de la Lobé	Circuit à Pirogues	Non organisé	Pas organisé	A restructurer
	Guide	Non organisés Non formés	Pas organisé	A restructurer
La rivière Lobé , Le Nyong La Lokoundjé, Le Ntem	Circuit à Pirogues sur les parties navigables.	Affluents riches en poissons et crevettes	Présence de cascade qui offrent des risques ou accroissent l'agrément	A restructurer
Ecotourisme d'Ébodjé	Tortues marines	Saisonner (Novembre a mars), un certain niveau d'organisation, formation, centre d'information	Braconnage	Observer les mesures de protection déjà en vigueur à tous les niveaux.
	Les restaurants de plage	Unité d'approvisionnement , les plage publiques	Pas organisé	A restructurer
Parc National Campo	Safari / Faunes et flores riches et diversifiées.	Capacité de drainer des client Internationaux	Braconnage	A protéger, développer et promouvoir.
Pygmées Bagielly (peuples « primitifs » de la grande forêt dense équatoriale.	Visite des Village ou campements, danses, chasse et leur culture	Informel, guides non formés, pas de cadre social, pas de structure.	Exploités de leurs voisins bantous ils ne profitent pas des retombées de la curiosité dont ils font l'objet .	A prendre en considération dans le cadre de la gestion intégrée de cette côte.
Plages	Plages de Grand Batanga	Maintenance faible, groupe organisé, niche	Erosion Pollution	A planifier.
Randonnée en Forêt Equatoriale	Biodiversité	Walking trail,	non aménagé, pas de promotion	A promouvoir
Activités de pêche.	Pêche en eau profonde	Le Serena Fishing Club Tourisme nautique et sportif	RAS	A promouvoir
Croisière dans le Golfe de Guinée	Pirogues	Voyage a pirogues, taillé sur mesure	RAS	A promouvoir

Tableau 8 : La typologie des impacts et risques environnementaux (confère cartes 4, 6 et photos en annexe).

Types	Localisation	Causes	Conséquences
Erosion côtière	Divers points du rivage	Dynamique naturelle, Déforestation , Construction en front de mer, Carrières de sable sur berge.	Recul du trait de côte ; Destruction des infrastructures
Inondations	Front de mer ; Vallées des cours d'eau de la côte ;	Phénomènes naturels paroxysmiques (Précipitations et marées) Elévation du niveau de la mer (Eustasisme) ; Occupation des zones à risques (front de mer, vallées)	Déséquilibre des écosystèmes Dégâts matériels
Pollution humaine	Proximité des foyers de peuplement ;	Assainissement, Us et coutumes ; Mauvaise localisation.	Dégradation de la qualité de l'eau ; Souillure du rivage ; Baisse de la fréquentation.
Pollution chimique	Cours d'eau côtiers ; Embouchures ; Plantations industrielles (SOCAPLM, HEVECAM)	Déversement des produits toxiques ;	Destruction de la biodiversité ; Pathologies diverses ; Empoisonnement et décès.
	Proximité plate forme pétrolière et TFSD	Rejets hydrocarbures.	Souillure du rivage.
Surpêche industrielle à partir de mailles réduites.	Embouchures (frayères) : Sur les cours d'eau <i>Nyong</i> et le <i>Ntem</i>	Non respect de la réglementation, textes obsolètes, matériel de pêche non réglementaire.	Réduction des quantités de prise par les pêcheurs locaux ; Baisse des taux de reproduction.

Tableau 9 : Acteurs, conflits d'usage et de compétence dans la gestion de la bande côtière Kribi-Campo

Acteurs	Zone d'influence	Activités	Conflits actuels/latents
MINUH MINTOUR MINEF MINEPAT MINEPIA MUNICIPALITES AUTORITE PORTUAIRE SPIHT IRAD MEAO MIDEPECAM PDHCA SOCAPALM HEVECAM BEACH COOK CAMPO-MAAN MAETUR COTCO	Ville de Kribi, B.C Toute la B.C., partie continentale Toute la B.C. y compris l'espace maritime Toute la B.C Toute la B.C y compris espace maritime Toute la B.C Port et espace maritime Le secteur nord de la B.C Toute la B.C y compris espace maritime Département de l'Océan Débarcadères de la B.C Toute la côte atlantique Concession spécifiée Concession spécifiée Plages de Grd Batanga Parc Lotissement de Bwambé Zone d'influence du Pipe	Gestion des réseaux, du domaine public et privé de l'Etat, Développement. touristique, coordination, qualité. Protection de l'environnement, Plan de gestion de l'envir. Aménagement du territoire. Pêche fluviale et maritime. Gestion municipale (TF, réseaux, aménagement..). Sécurité, infrastructures portuaires, transport maritime. Coordination activités liées au tourisme et à l'hôtellerie. Recherches sur les écosystèmes et l'environnement. Elaboration du plan d'aménagement de la bande côtière. Organisation du secteur pêche artisanale. Aménagement et Développement de la pêche. Agro industries (hévéaculture). Agro industries (Palmiers à huile). Accueil et restauration (Ecotourisme). Gestion durable du parc (Ecotourisme). Lotissements. Transport du pétrole.	MUNICIPALITES Certains promoteurs, CUK MINEPIA MINEPIA MINEF, MINEPAT MINUH, Autorité portuaire Municipalité (CUK) PDHCA MIDEPECAM Chefferies traditionnelles Chefferies traditionnelles Promoteurs privés Acteurs locaux (chasseurs...) Populations locales MINEF, Municipalités, Pop.
Pêcheurs Traditionnels Exploitants de sable Chefs traditionnels Pygmées GIC ECOTOURISME	Fleuves et côtes Secteurs de plage Territoire de leur ressort Campements Plages d'Ebodjé	Pêche. Extraction et commercialisation de sable. Gestion foncière, animation du développement local. Agriculture, chasse, folklore. Hébergement, restauration, tortues marines.	Promoteurs pêche industrielle Municipalités (CUK et CRK) Municipalités, MINUH Bantous en quête d'espaces MINTOUR

VII- LES GRANDS PRINCIPES DIRECTEURS DES RECOMMANDATIONS

Ces recommandations sont formulées en tenant compte des nouvelles possibilités offertes par la décentralisation. Elles sont fondées sur les principes majeurs suivants :

- 1) la B.C. ne saurait être dédiée à une mono activité fut –elle touristique
- 2) La maîtrise du foncier est un préalable majeur à la ré-affectation judicieuse du sol ;
- 3) Tous les acteurs doivent être impliqués pour que le développement s’inscrive dans la durée
- 4) Une attention particulière doit être portée aux minorités
- 5) Un cadre de concertation permanente avec tous les principaux utilisateurs est indispensable pour procéder à l’aménagement de la B.C.
- 6) Le renforcement des capacités dans différents domaines représente une condition majeure pour la réussite de la mise en œuvre du plan.
- 7) Les CLD sont responsables de l’exécution du plan, elles doivent user de toutes les dispositions prévues par la décentralisation pour créer les conditions idéales de la mise en œuvre.
- 8) Les recommandations reposent sur les résultats attendus tels qu’énoncés dans les TDR

VII.1.2 - SUR LE PLAN SOCIAL

VII.1.2.1 – Les minorités et genre

1. La sécurisation foncière : la mise en œuvre du plan doit intégrer le processus de sécurisation foncière en faveur des minorités Bagyeli. Ce point apparaît comme la priorité essentielle actuellement pour les Bagyeli. On pourrait y adjoindre une formation à la citoyenneté.
2. La valorisation de la culture des pygmées Bagyeli et par le fait même la valorisation de cette population par un projet touristique approprié. Développer et médiatiser des avec possibilité de droits d’auteur leurs immenses ressources de mîmes (théâtre), leur répertoire de contes, de chants et de danses ;
3. Un accent particulier doit être mis sur le processus de renforcement des capacités des femmes dans la gestion durable des crevettes d’eau douce, tout des comme des actions doivent être menées auprès de la Socapalm pour que les locaux possèdent des palmeraies dont la production serait systématiquement achetée par cette société.

VII.1.2.2 – Jeunesse

- 4 – Les CLD doivent engager un processus de concertation permanente avec les groupes de jeunes qui tirent leur subsistance de l'exploitation des ressources de la B.C. Ceci doit déboucher sur des projets spécifiques de renforcement des capacités et d'appui à la recherche des financements pour l'équipement en vue de l'assainissement ;
- 5 – Le développement des aires de sport et de loisirs doit se poursuivre, les CLD peuvent bénéficier en cela des possibilités offertes par le jumelage ;
- 6 – Un projet de Beach Volley et de Beach Soccer peut est susceptible de drainer du monde à Kribi et de contribuer à l'ouverture de la ville ;
- 7 – Les jeunes doivent se voir confier des responsabilités importantes dans le processus de reboisement de la côte par les cocotiers et les badamiers ;
- 8 – Un projet visant à barrer la voie aux méfaits du tourisme sexuel qui frappent plus particulièrement les jeunes filles paraît urgent, les CLD devraient en cela nouer des contacts avec le MINAS, le MINTOUR et le MINSANTE, l'UNICEF.

VII.1.3 – SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL

- 9 – Procéder sans délais à l'étude de faisabilité en vue du démarrage du programme re-colonisation de la côte en cocotiers et badamiers ;
- 10 – Solliciter l'appui technique des personnes ressources et organismes compétents en vue de la mise en œuvre de différents essais comparatifs sur les techniques adaptées de lutte contre l'érosion côtière ;
- 11 – Engager une large concertation en vue de l'élaboration des TDR pour lancer un appel d'offre en vue de la création d'un observatoire des risques environnementaux côtiers (OREC)
- 12 – Rester à l'écoute des initiatives actuellement conduites dans le cadre de la validation du plan d'aménagement du parc de Campo Ma'an en vue d'intégrer les possibilités disponibles la dans ce parc au processus global de gestion de la B.C.
- 13 – Rentrer en contact sans délais avec les responsables locaux du MINEF pour le montage du dossier des forêts communales indiquées sur le plan de zonage ;
- 14 – Elaborer et rendre exécutoire des plans locaux de gestion des carrières en vue de limiter la pression sur les extractions abusives actuellement constatées. Ceux-ci doivent évidemment être en perspective avec le plan global d'aménagement actuel. ;

VII.1.4 – SUR LE PLAN TOURISTIQUE

- 15 – Il est vital de mettre au point un programme intercommunal de renforcement des capacités des acteurs non institutionnel en gestion touristique. En particulier, il faut mettre l'accent sur la formation des guides touristique ;
- 16 – La création de l'OITBC doit être mise à l'ordre du jour. Son contenu juridique, ses missions, ses responsabilités et son « Business plan » doivent être élaborés avant la fin de l'année en cours ;

17 – La mise au point des plans de développement des sites touristiques prioritaires revêt un caractère urgent (voir plan spécifique d'aménagement des ressources touristiques).

18 – En attendant l'entrée en fonction de l'OITBC, les municipalités devraient commencer à développer elles mêmes un cadre pour la collecte des données relatives à la fréquentation des différents sites , en outre, elles doivent collecter, synthétiser et diffuser sous une forme directement utilisable, différentes données permettant aux visiteurs d'apprécier l'état de la mer et duc climat en général (vent, marées, températures, pression atmosphérique etc...)

19 – Les CLD doivent absolument mettre au point des stratégies visant à intégrer les différentes commissions portant attributions des autorisations de créer des établissements de tourisme. Leur plan local de développement des activités de tourisme doit être pris en compte à l'occasion de ces travaux ;

20 – Un séminaire intercommunal de sensibilisation des acteurs sur les enjeux du tourisme durable est une priorité ;

VII.1.4.5– DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET PERSPECTIVES

21 - Les collectivités locales initiatrices doivent assumer la responsabilité de la mise en œuvre du présent plan

22 - Elles doivent par conséquent assurer la coordination de la mise en œuvre de ce plan en mettant en place et en entretenant un cadre de concertation local créant les conditions de gouvernance et d'appropriation du plan par tous les acteurs

23 - Les trois conseils municipaux doivent dès que possible délibérer et adopter le plan 24 - Les CLD doivent ensuite porter le plan pour approbation par l'Etat. Après validation, le MINATD pourrait se charger de faire suivre les copies au MINUH, MINEPAT, MINTOUR, MINEF, MINVILLE

25 - Les CLD doivent créer et faire fonctionner au plus tôt un Office Intercommunal de Tourisme dont les missions principales seraient l'exécution de ce plan ;

26 - Les CLD doivent mettre au point une stratégie cohérente de communication et d'intéressement de tous les organismes de financement et d'appui en vue de passer à l'action

27 - Le comité de pilotage actuel va poursuivre son appui aux collectivités locales pour la planification détaillée des actions prioritaires retenues dans le plan d'aménagement de la bande côtière Kribi-Campo.

28 – Les CLD doivent stimuler la mise au point à long terme d'un programme de recherche et de formation orienté vers une meilleure connaissance des processus littoraux et des écosystèmes côtiers et marins ;

29 – Les CLD de BC doivent conjuguer leurs efforts en vue d'un lobbying soutenu en vue du bitumage de la route Kribi-Campo, véritable épine dorsale de la réorganisation de l'espace, il en va de même du projet aéroportuaire en cours ;

30 – L'effort vers les partenaires internationaux susceptibles d'investir dans la région doit être redoublé, il faudra en particulier les orienter vers les zones I (projet de constitution d'un véritable cœur de la ville de Kribi autour du port, de la marina et du marché) II (projet industrielo portuaire de Grand Batanga) III (Projet de création d'un carrefour, pôle de relais de développement à Ebodjé) IV (Infrastructures d'hébergement et valorisation des produits du parc) V (étude en vue du redéploiement spatial des activités vers le Nord-Est) et VI (Industries de transformation en synergie avec l'huile de la Socapalm et le latex d'hévecam).

VIII- ZONAGE ET STRATEGIE DE GESTION DU TERRITOIRE DE LA BANDE COTIERE KRIBI-CAMPO (VOIR CARTES 7).

En fonction des sites potentialités le découpage du territoire en 7 zones nous a permis de faire une réorientation de l'occupation et de l'utilisation de la zone.

Tableau 10 : les orientations préconisées dans la zone 1.

Identification de la zone	Orientation principe	Objectifs visés	Stratégies	Actions prioritaires
<p>Zone I</p> <p>Localisation : De l’embouchure du Nyong à Grand Batanga</p> <p>2 pôles de développement : Londji et Kribi Ville</p>	<p>Tourisme balnéaire d'affaires et activités de pêche</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Requalifier le front de mer</i> ❖ <i>Spécialiser la zone dans le tourisme d'affaires et de loisirs</i> ❖ <i>Relocaliser les activités de la zone</i> ❖ <i>Lutter contre la pollution littorale et le recul du trait de côte</i> ❖ <i>Appuyer et intégrer les petits acteurs et réduire les conflits</i> ❖ <i>Se prémunir contre la menace de pollution par hydrocarbure</i> ❖ <i>Développer / Promouvoir le tourisme d'affaire, culturel, balnéaire, sportif et de loisir.</i> ❖ <i>Promouvoir l'éco-tourisme</i> ❖ <i>Organiser et moderniser la pêche artisanale</i> ❖ <i>Réduire les conflits</i> ❖ <i>Former et encadrer les différents acteurs.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maîtrise du marché foncier, comité intersectoriel de planification et d'affectation du sol ▪ relocalisation des débarcadères et des marchés de poissons. ▪ Cadre permanent de concertation des acteurs ▪ Mettre en place une politique touristique adéquate ▪ Mettre en place une structure adéquate en matière de gestion des pêches ▪ Mettre en place un cadre permanent de concertation des différents acteurs. ▪ Mettre en application la politique foncière existante. 	<ul style="list-style-type: none"> • Relocalisation des marchés de poissons à Dikobe, le lycée et l’embouchure de la Kienké, • Aménager les cascades des fleuves Nyong, Lokoundjé, lobé. • Susciter le développement des GIC de guides touristiques pouvant promener les touristes • Large concertation sur la question de l’implication les minorités pygmées • Déloger le campement de pêche de Londji pour Eboudja Vahé et German money. • Etude de faisabilité pour un projet intégré sur le pôle de Londji • Créer des aires de sport de plage à Wamie, à la plage de Ilomba, et Londji • Développer le pôle touristique de la Lobé (flèche, chute, rivière) • Protéger les zones d’érosion par les épis, l’enrochement et le reboisement (badamiers, cocotiers) • Signaler les zones à risque de baignade le long de la plage. • Diffuser les conditions météo et océanographies dans un bulletin mensuel. • Réglementer l’aménagement de la BC par un plan suivi. • Créer un observatoire de surveillance de la BC contre la pollution et l’aménagement non orienté. • Assistance pour une planification et aménagement des beach restaurant de grand • Parc marin à l’embouchure du Nyong • Créer une structure de formation sur les sciences marines • Créer des filières de formation dans le domaine des pêches et du tourisme. • Créer des structures de conservation des produits de pêche.

Tableau 11 : les orientations préconisées dans la zone II.

Identification du zonage	Orientation principale	Objectifs visés	Stratégies	Actions prioritaires
<p>Zone II</p> <p>Localisation : De Grand Batanga (Vers Eboudja) à Lolabé</p>	<p>Activités portuaires en relation avec l'exploitation du fer et du gaz naturel</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Mise en valeur des atouts géographiques et des ressources naturelles</i> ❖ <i>Freiner l'érosion littorale et la dégradation des écosystèmes côtiers.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Attirer les investisseurs pour que les potentiels de Grd Batanga (port), Mamelles (fer) et Lolabé (gaz) soient intégrés dans le processus d'émergence d'un pôle industriel portuaire ▪ Intégrer et protection de l'environnement dans la mise en valeur de la Bande côtière. ▪ Prendre en compte les aspects environnementaux dans la mise en valeur de la bande côtière. ▪ Prendre en compte les socio-culturels dans la mise en valeur de la bande côtière ▪ Elaborer le schéma Directeur d'Aménagement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un port en eau profonde et d'une zone industrielle, • Création d'une cité dortoir à Lende Dibe • Création d'une forêt communale de Lolabe à Melabé (dans la zone III) suivant la situation du foncier dans la zone. • Lobbying pour le financement du projet de route Lobé Campo • Création de deux forêts communautaires entre Lolabé et Malaba (Melaba). • Lobbying pour la création et financement du port en eau profonde et d'une zone industrielle. • Attirer les investisseurs pour l'exploitation du fer et du gaz naturel. • Mise en œuvre du Schéma Directeur. • Création de poste de contrôle et de répression environnementale.

Tableau 12 : les orientations préconisées dans la zone III.

Identification du zonage	Orientation principale	Objectifs visés	Stratégies	Actions prioritaires
<p>Zone III</p> <p>Localisation : De l’embouchure Lolabé III à Malaba</p> <p>Un pôle de développement à Ebodjé</p>	<p>Relais de restructuration de l’espace et promotion de l’écotourisme, pêche et artisanale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Créer un relai-junction entre Kribi et Campo qui pourra jouer le rôle de :</i> ❖ <i>Pôle d’animation et de redistribution des activités le long de la B.C</i> ❖ <i>Promouvoir le potentiel local naturel et humain d’écotourisme</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche de financements internationaux ▪ Assistance technique aux GICs d’écotourisme locaux ▪ Création d’un office de tourisme pour l’image de la zone. ▪ Aménager la route Kribi- Campo en deux phases : <ol style="list-style-type: none"> 1. 1ère Phase Kribi- Ebodje 2. 2nd phase Kribi Ebodje – Campo 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des guides touristiques • Création d’un centre d’accueil à Ebodjé • Viabiliser les chemins d’exploitation des forêts avoisinantes et dans l’extension de la forêt communale proposée en zone II. • Renforcer le projet NDIVA et développer les musées de tortues • Assistance technique et financière aux GICs d’écotourisme locaux et aux syndicats de pêcheurs artisanaux.

Tableau 13 : les orientations préconisées dans la zone 1V.

Identification du zonage	Orientation principale	Objectifs visés	Stratégies	Actions prioritaires
<p>Zone IV</p> <p>Localisation : Du Sud de Melabe au Ntem, y compris la zone du parc.</p>	<p>Pêche artisanale</p> <p>Eco tourisme, environnement et commerce</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Créer un consortium de bailleurs, d'organisations internationales et des collectivités locales pour attirer les investisseurs à Campo.</i> ❖ <i>Mettre en synergie le potentiel du parc, la position de ville frontalière pour développer l'écotourisme et le commerce</i> ❖ <i>Créer les structures locales d'hébergement</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'appuyer sur le MINTOUR, le MINEF L'UICN et le WWF pour la promotion du parc national de Campo ▪ Mettre un accent sur la place du parc de Campo dans la promotion de l'image touristique du Cameroun ▪ Créer des synergies entre le WWF qui a facilité la finalisation du plan de gestion du parc, la Municipalité de Campo et d'autres promoteurs privés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Bitumer l'axe Kribi – Campo • Former les jeunes en gestion environnementale, forestière et marine • Eduquer et sensibiliser les populations dans la gestion de l'environnement ; • Création d'un marché frontalier • Structurer et développer la filière crevette à partir de Mabiogo • Créer des circuits touristiques locaux vers le parc et la côte. • Former des professionnels de tourisme • Valorisation des sites touristiques (Nkoelon, Ile Dipikar, vestiges historiques) • Création des infrastructures minimales d'accueil et de restauration • Elaboration d'un plan directeur de la ville de Campo par la municipalité • Protection des mangroves dans l'estuaire du Ntem • Mise en place d'un projet de collaboration transfrontalier Cameroun-Guinée Equatoriale en matière de gestion des forêts

Tableau 14 : les orientations préconisées dans la zone V.

Identification du zonage	Orientation principale	Objectifs visés	Stratégies	Actions prioritaires
<p>Zone V</p> <p>Localisation : Au Sud de la Lokoundjé et en particulier autour de Bidou I</p>	<p align="center">Zone de</p> <p align="center">décongestion de</p> <p align="center">la bande côtière</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Créer un pôle pour la décongestion de la B.C.</i> ❖ <i>Contribuer à la réduction de la pression sur le front de mer ;</i> ❖ <i>Contribuer au redéploiement spatial des établissements de tourisme avec les conséquences sur l'extension spatiale de la ville</i> ❖ <i>Contribuer à l'amélioration des revenus des citoyens en</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer une concertation à différentes échelles entre les acteurs locaux ▪ Encourager un développement orienté des infrastructures touristiques avec des facilités foncières et fiscales. Promouvoir un cadre de concertation permanente à cet effet entre MINTOUR, MINUH, MINVIL, MINEF, MINPATD et la CUK ▪ Encourager, assister et former les populations aux techniques agricoles durables 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude en vue de l'établissement d'un plan de lotissement de la zone en collaboration avec la MAETUR. • Création des unités de production de maraîchage et du petit élevage. • Identifier et viabiliser une couronne verte autour de la ville susceptible d'approvisionner les hôtels et les restaurants en denrées alimentaires

Tableau 15 : les orientations préconisées dans la zone V1.

Identification du zonage	Orientation principale	Objectifs visés	Stratégies	Actions prioritaires
<p>Zone VI</p> <p>Localisation : Centrée sur la zone des grandes plantations, elle couvre la zone allant du sud de la Kienké à la lisière du parc de Campo</p>	<p>Développement de diverses agro-industries complémentaires de celles déjà présentes</p> <p>Promotion de l'agriculture paysanne</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ <i>Créer des emplois, par la création de différentes industries de transformation annexées à la production de l'huile de palme et de latex.</i> ❖ <i>Développer l'arrière-pensée actuellement délaissée au profit du front de mer et créer une ouverture cette zone et la zone portuaire de Grand Batanga</i> ❖ <i>Protéger l'environnement contre la pollution industrielle.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche de financements internationaux en rapport avec institutions publiques ▪ Développer les infrastructures routières et monter des dossiers d'intéressement en direction des promoteurs et des bailleurs. Y prévoir des cahiers de charge très détaillés prenant en compte la dimension sociale (emplois, minorités) et environnementale. ▪ Inciter les agro-industries à transformer au maximum les produits bruts. 	<ul style="list-style-type: none"> • Séminaire de sensibilisation réunissant la hiérarchie institutionnelle, les agro-industries présentes, les représentants de la société civile etc... • Etude multisectorielle de mise en valeur de la zone • Recherche de financements à l'échelle locale pour l'ouverture et l'aménagement des routes. • Concertation à différents niveaux de prise de décision. • Création des savonneries, • Création d'usine pneumatique et autres sous-produits • Dresser l'état des lieux environnemental, réhabiliter la zone et instituer un contrôle permanent.

Liste des abréviations

B.C. : Bande Côtière.
CEE: Communauté Economique Européenne.
CEPFILD :
CIE : Commission Interministérielle pour l'Environnement.
CIT : Convergence Intertropicale.
CLD : Communauté Locale de Développement.
COTCO : Cameroon Oil Transportation Company.
CUK : Communauté Urbaine de Kribi
EBOTOUR : Ebodje Tourisme (GIC d'Ecotourisme d'Ebodje).
FONDAF : Foyer Notre Dame de la Forêt.
GEM - GDG : Grand Ecosystème Marin du Golfe de Guinée
GIC PATHPEL : GIC de Promotion des Activités Touristiques, Halieutiques et de Protection de l'Environnement et des Chutes de la Lobé.
GIC : Groupes d'Initiatives Communes.
GPS : Global Positioning System.
HEVECAM : Hévéa du Cameroun.
MAETUR : Mission d'Etude et d'Aménagement de Terrain Urbain et Ruraux.
MEAL : Mission d'Etude et d'Aménagement de l'Océan.
MEAO : Mission d'Etude et d'Aménagement du Littoral.
MIDEPECAM : Mission d'étude et de développement de la pêche traditionnelle au Cameroun
MINAGRI : Ministère de l'Agriculture.
MINAS : Ministère des Affaires Sociales.
MINATD : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.
MINEF : Ministère de l'environnement et de Forêt.
MINEPAT : Ministère des Affaires Economiques, de la Programmation et de l'Aménagement du Territoire.
MINEPIA: Ministère de l'Elevage de Pêche et de l'Industrie Animale.
MINUH : Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat.
MINVILLE : Ministère de la Ville
OITBC : Office Intercommunale de Tourisme de la Bande Côtière.
OMT : Organisation Mondiale du Tourisme.
ONUDI : Organisation de Nations unies pour le Développement Industriel.

OREC : Observatoire des Risques Environnementaux Côtiers.
PDHCA : Projet de Développement Halieutique de la Côte Atlantique.
SDAU : Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme.
SNV : Organisation Néerlandaise de Développement.
SOCAPALM : Société Camerounaise de Palmeraie
TDR : Termes De Références.
TFSD : Terminal Flottant de Stockage et de Déchargement.
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée.
UFA: Unité Forestière d'Aménagement.
UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature.
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.
ZEE : Zone Economique Exclusive.



1- Le Nyong : un site touristique attrayant



2- Une vue des célèbres chutes de la Lobé



3- Rocher du Loup près d'Ebojé



4- Une vue des belles plages de Londji

